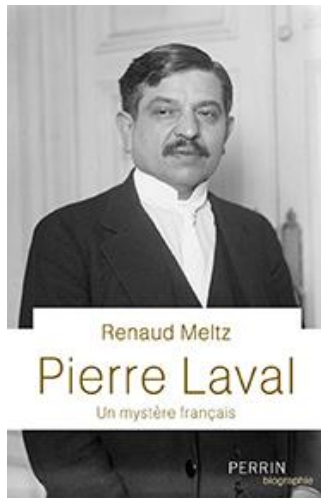


## Renaud Meltz, *Pierre Laval, un mystère français*, Paris, Perrin, 2018.

Raphaël Spina



Après le *Pétain*<sup>1</sup> de Bénédicte Vergez-Chaignon, le monumental *Pierre Laval* de Renaud Meltz fera date. Pour retracer le destin du numéro 2 du régime de Vichy, l'auteur synthétise une masse peu commune de témoignages et d'archives. Il a écumé les papiers déposés par le clan Laval à la Fondation Josée et René de Chambrun, mais aussi des fonds diplomatiques, ministériels, judiciaires et policiers. Sont aussi épluchés la presse du temps, les biographies apologétiques ou à charge publiées du vivant de Laval, les journaux intimes des contemporains. Les documents vont des bulletins scolaires du jeune Pierre aux précieux souvenirs de Charlotte Charpentier, sa discrète maîtresse, fortuitement redécouverts. En passant par les innombrables lettres de sollicitation, soutien ou blâme, reçues par l'Auvergnat au cours de sa longue carrière. Des notes saisissantes de début juillet 1940 montrent comment

Laval liste, cerne et entreprend chaque parlementaire à qui il veut faire voter le suicide de la République.

Le lecteur fera ses délices de ce travail riche et complet, aux analyses fines, à l'écriture fluide et agréable, à l'architecture habile. Chercheur ou amateur passionné, il suivra Laval pas à pas, parfois heure par heure (vote du 10 juillet 1940, Montoire, attentat du 27 août 1941, intrigue ultime en se servant d'Herriot à la veille de la libération de Paris, procès et exécution). Loin du biographisme pur, le livre reconstitue les forces qui appuient ou contestent Laval à chaque étape. L'ouvrage reconstitue ses réseaux de fidèles et d'agents (il n'a pas d'amis), ses clientèles (l'élu du Puy-de-Dôme et d'Aubervilliers rend constamment service, jusque sous l'Occupation), ses soutiens et adversaires dans la classe politique et dans l'opinion, sa perception par la presse nationale et étrangère. À travers le livre défile ainsi toute une galerie de journalistes, diplomates, hauts fonctionnaires ou hommes d'État. Tantôt le lecteur comprend que bien des erreurs de Laval se révèlent assez partagées du temps, tantôt il saisit que son aveuglement et son isolement sortent de l'ordinaire.

On redécouvre l'enfance du fils d'un aubergiste de Châteldon (Puy-de-Dôme), qui n'est pas si désargenté qu'il voudra bien le dire. Disgracié par ses origines modestes, sa laideur physique et ses manières mal dégrossies, l'ambitieux précoce prend sa revanche en jouant de ses capacités de charme. Dès avant 1914, il est l'un des plus jeunes avocats de France, l'un des plus jeunes députés socialistes, et un pacifiste inscrit au carnet B des personnes à arrêter en cas de conflit. Dès ses jeunes années de

<sup>1</sup> Bénédicte Vergez-Chaignon, *Pétain*, Paris, Perrin, 2014.

pion en collègue puis d'avocat, il est habitué à négocier et à ne raisonner qu'en terme d'intérêts, d'échanges de biens ou de services rendus : les idées abstraites lui sont étrangères, tout comme les valeurs morales ou religieuses (superstition et astrologie exceptées). Le « maquignon » ne peut dès lors aimer le conflit ni *a fortiori* la guerre, ce gâchis où nul n'a rien à gagner : sa répulsion pour la guerre et pour l'armée est l'un des rares invariants de sa vie entière.

Ne sacrifiant pas à la logorrhée patriotique en 1914-1918, Pierre Laval n'en est pas moins un assoiffé de pouvoir qui mange à tous les râteliers : le pacifiste quasi défaitiste épargne et renseigne en sous-main le gouvernement jusqu'au-boutiste de Clemenceau, dans l'espoir de l'intégrer. Au début des années 1920, quittant la SFIO en silence, il n'évolue que progressivement et imperceptiblement vers la droite : le ministre de la deuxième moitié de la décennie est encore perçu comme un socialiste indépendant, le président du Conseil de 1931 comme un rassembleur à la charnière des droites et des gauches, et ce n'est qu'au terme de son dernier gouvernement d'avant-guerre qu'il se retrouve définitivement classé à droite, à la suite de la déflation de 1935-1936.

Manœuvrier habile, le disciple autoproclamé d'Aristide Briand sait aussi précipiter la retraite de ce dernier en torpillant en coulisses son élection à la présidence de la République (1932). Il se fait tour à tour ennemi ou allié de circonstance de Caillaux, Herriot, Flandin ou Daladier, et c'est dès le milieu des années 1930 qu'il songe au maréchal Pétain pour couvrir de son prestige un gouvernement aux pouvoirs renforcés, dont lui-même serait le chef réel. Indéniable charmeur, Laval sait retourner par sa gouaille et ses boniments aussi bien des parlementaires méfiants que des syndicalistes hostiles ; en avril 1945, en pleine débâcle du Reich, il persuade encore des requis du Service du travail obligatoire (STO) qu'il a évité le pire.

Dans l'entre-deux-guerres, Laval ménage assez les notables et les électors de tous bords pour être constamment réélu dans la banlieue populaire d'Aubervilliers ; il se l'attache par une vaste œuvre sociale et de travaux publics. Ministre du Travail en 1930, il est l'un fondateur de l'État-Providence par ses lois sur les assurances sociales, malgré la violente opposition conjointe de la bourgeoisie et... du mouvement ouvrier, inquiet du caractère obligatoire des cotisations. Au pays natal, le clientéliste devient un puissant patron de presse et un riche homme d'affaires. Il est des rares politiques du temps à accumuler une fortune aussi colossale en partant de si peu. Après enquêtes minutieuses, l'historien ne peut conclure avec certitude à une malhonnêteté pénalement répréhensible, mais « défenseur des profiteurs de guerre, spéculateur favorisé par des prêts complaisants et probablement jamais remboursés, ministre corruptible, trafiquant d'influence, il a fait feu de tout bois, tôt affranchi de la morale et de la loi » (p. 268).

Cette fortune lui permet d'accéder à un mode de vie petit-bourgeois assumé, mais aussi d'assouvir sa passion sincère pour la terre et l'agriculture. Le notable qui a pu racheter le château de sa commune natale peut aussi faire faire en 1935 un beau mariage à Josée, sa fille unique. René de Chambrun joue par la suite un grand rôle dans les intrigues politiques et financières de son beau-père ; il est l'intermédiaire-clé entre lui et Pétain, puis gère à Vichy sa propagande personnelle.

Brouillon et superficiel, Laval marche à l'intuition, sans connaissance approfondie des dossiers, et sans écouter de conseil. Il ignore l'histoire, la géographie ou la stratégie, et sa vision est étroitement hexagonale (l'Empire n'est qu'une monnaie

d'échange). Incapable de penser la nouveauté (il n'est pas le seul), il ne perçoit jamais que la déflation est une politique économique anachronique, que l'Italie du *Duce* a rejoint l'Axe sans retour, que l'Allemagne d'Hitler n'est pas celle de Weimar, que l'épuration en 1945 n'est pas le procès de Caillaux ou Malvy en Haute Cour après 1918.

Pragmatique pur, cet amoral n'a aucune doctrine. Tout n'est pour lui que négociations matérielles et question d'intérêts. Il ne veut préserver de la France que son patrimoine matériel et humain, pas son honneur ou ses valeurs humanistes. Il ne croit pas à la Société des Nations (SDN), a cessé tôt d'être internationaliste et la guerre ne le dérange pas si c'est la lointaine Éthiopie qui est agressée par son ami Mussolini (1935). Il ne voit pas la démocratie comme un universel, et s'en détache peu à peu dans les années 1930. L'antifascisme se réduit pour lui à un risque de compromettre cette alliance italienne qui est son obsession de 1935 à 1940. Le communisme répugne à son individualisme de parvenu, mais il ne devient pas plus fasciste, nazi ou pétainiste : à Vichy, il méprise la Révolution nationale et maintient des références à la République et au socialisme.

Dès avant-guerre, Laval tend à tout céder sans contrepartie, en espérant que sa démonstration de bonne volonté lui vaudra des renvois d'ascenseur jamais survenus. Jamais il ne se laisse décourager par les démentis du réel. Confiant jusqu'à la présomption en son pouvoir de séduction, il croit que tout s'arrangera toujours en s'expliquant avec l'interlocuteur, en jouant des relations personnelles et des négociations bilatérales. En 1935, le premier dirigeant français reçu en URSS ne fait rien pour établir une vraie alliance franco-soviétique, au demeurant refusée aussi par une large part de l'opinion, par le Quai d'Orsay et par l'armée : tous jugent le pays des Soviets peu fiable et craignent qu'il n'entraîne la France dans un conflit anti-allemand. En revanche, Laval tient des propos pro-allemands au Haut Comité militaire, devant un général Gamelin bouleversé. Une simple discussion avec Göring, aux obsèques de Pilsudski à Cracovie, suffit à lui faire croire durablement qu'une entente est possible avec ce Reich dont il prend les protestations pacifistes pour argent comptant. Par ses ambiguïtés délibérées, il laisse croire à Mussolini qu'il a les « mains libres » pour envahir l'Éthiopie – Laval espérait qu'il se cantonne à une mise sous influence. Il n'y gagne que de se démonétiser sans retour aux yeux du *Duce* lorsque son gouvernement est bien obligé de voter les (médiocres) sanctions contre l'Italie, par fidélité à l'alliance britannique. Ultérieurement, son soutien obstiné à l'Italie ne lui vaut même pas la gratitude de Rome, qui le récuse comme ambassadeur ou intermédiaire potentiel. Antimunichois inattendu en 1938, mais défaitiste en 1939-1940, Laval se croit l'homme clairvoyant et indispensable : sa mission serait de réparer une situation que ses ennemis auraient gravement compromise en l'évinçant. Il n'admet jamais n'avoir en fait rien obtenu avant janvier 1936 – ou avant le renvoi humiliant du 13 décembre 1940 –, ni que son maintien au pouvoir n'aurait pas rapporté davantage à la France.

Empli de rancœur, revanchard, Laval est en juin-juillet 1940 à la pointe du défaitisme et de l'anglophobie, il est le liquidateur empressé de la République – alors que Pétain et maints ministres ne croyaient pas que le Parlement accepterait de se suicider et se seraient accommodés de sa simple mise en sommeil. Il est le premier à réclamer le procès des « responsables de la défaite » et il est prêt à une législation autoritaire, antisémite et antimaçonnique pour rapprocher la France du modèle des vainqueurs. Avec plus de zèle qu'aucun ministre, il est « l'inventeur de la collaboration », jamais

définie précisément. Aucun fiasco ne lui fait jamais saisir que le Reich n'y voit qu'un encouragement à toujours exiger plus. Étant le plus expérimenté au sein de l'État français et s'étant arrogé le monopole des relations avec l'Allemagne, il se croit incontournable et ne voit pas venir la disgrâce du 13 décembre 1940. Il revient au pouvoir après l'échec de Darlan, faute d'alternative, et en faisant croire qu'il a le soutien de l'Allemagne, ce qui est initialement faux (avril 1942).

Avec le STO et la fondation de la Milice, la livraison des juifs de France accable le plus sa mémoire. L'auteur démontre un Laval dissimulateur et indifférent au sort de ceux qu'il livre, inhabituellement hostile aux « déchets » étrangers. Tout à son approche « nationalitaire », Laval sacrifie les juifs étrangers non couverts par d'autres pays, dans le vain espoir de préserver les juifs français. Il ne songe pas à se retrancher derrière le droit d'asile qui lui fait obligation de protéger aussi quiconque a placé sa confiance en la France. Il ne veut pas considérer que la fermeté aussi peut payer : ce qui se vérifie pourtant fin 1942, lorsque sans grande réaction ni représailles des Allemands, il ralentit la coopération aux déportations, par peur des réactions de l'opinion, ou lorsqu'il louvoie avec succès, en 1943, pour ne pas dénaturiser les juifs français. Si à l'été 1942, Laval livre aussi les enfants, initialement non demandés par les nazis, ce n'est pas par souci de ne pas séparer les familles, mais par peur que l'atteinte à leur unité choque la population, et faute de savoir que faire d'eux. S'il n'a pas connaissance des modalités exactes de la Solution finale, il soupçonne bel et bien un sort plus tragique que la simple transplantation qu'il dépeint à ses interlocuteurs : tandis que son féal chef de la police René Bousquet affirme froidement à l'archevêque de Paris que les Juifs sont « destinés à disparaître du continent », Laval convient avec la Gestapo des éléments de langage qui permettront de cacher la vérité à la population.

Fin août 1944, seul l'exil forcé en Allemagne le convainc de faire enfin la grève de l'action politique. Bouté hors de l'ingrate Espagne franquiste, il préfère se livrer à la France que finir sa vie en fuite, en Irlande ou ailleurs. Le naufrage de son procès inspire une prompt réforme de la Haute Cour, mais nul ne conteste le verdict de mort en soi, tant l'homme est de longue date le plus haï de France. Son rival Monzie l'avait cruellement comparé à un mulet : têtue et stérile. De fait sa descendance physique s'arrête avec sa fille, et politiquement, nul ne se revendiquera jamais de sa figure ni de son héritage. Laval espérait qu'au moins, la postérité le réhabiliterait et lui donnerait tardivement raison. Une fois de plus, il se berçait d'illusions.